

Secrétariat général pour les affaires de Corse
Plateforme régionale achats de Corse

**MARCHE DE TRAITEMENT DES NUISIBLES ET DE DÉSINFECTION
DES SERVICES ET ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT, DES CENTRES HOSPITALIERS,
LYCEES ET COLLEGES DE CORSE 2026**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert
(Articles R 2161-2 et suivants du code de la commande publique).

ARTICLE PRELIMINAIRE - PARTIES AU MARCHE

Applicable à l'ensemble des documents du présent dossier de consultation.

Le pouvoir adjudicateur est l'État.

En application de l'article L 2113-6 du code de la commande publique, ce marché est passé par le secrétaire général pour les affaires de la Corse pour le compte des services et établissements suivants, suite à la signature d'une convention constitutive de groupement de commande, en date du 7 septembre 2025 :

- Le secrétariat général commun de Corse-du-Sud (SGC2A) pour le compte de la préfecture de Corse-du-Sud, la sous-préfecture de Sartène, la DETSPP 2A, le SGAC, DDT2A, DMLC;
- Le secrétariat général commun de Haute-Corse (SGC2B) pour le compte de la préfecture de Haute-Corse, la sous-préfecture de Calvi, la sous-préfecture de Corte, la DDT 2B, la DETSPP 2B ;
- La gendarmerie ;
- Les CRS ;
- La DIPN 2A (police) ;
- La DIPN 2B (police) ;
- Le SGAMI (secrétariat général des administrations du ministère de l'intérieur) ;
- Antenne zonale de formation de la police (AZF) ;
- Le service de déminage de Corse-du-Sud ;
- UIISC5 Corte ;
- La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;
- La direction régionale des finances publiques de Corse (DRFIP);
- La direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS -ancienne DIRECCTE) ;
- La direction régionale des affaires culturelles (DRAC) ;
- La direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (DRAAF) ;
- La DIRM (direction de la mer) ;
- Le rectorat de Corse pour le compte de la DSDEN 2A et la DRAJES ;
- La DSDEN 2B ;
- La direction départementale des finances publiques de Haute-Corse (DDFIP 2B) ;
- La direction générale de l'aviation civile de Corse-du-Sud (DGAC 2A);
- La direction générale de l'aviation civile de Haute Corse (DGAC 2B);
- Les Douanes de Corse ;
- L'INSEE de Corse ;
- La cour d'appel de Bastia ;
- Le centre de détention de Casabianda ;
- La maison d'arrêt d'Ajaccio ;
- La DISP pour les services pénitentiaires de Corse dont le SPIP;
- La DTPJJ (Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse) ;
- Le tribunal administratif de Bastia ;
- La chambre régionale des comptes (CRC) ;
- L'agence régionale de santé de Corse (ARS) ;
- Météo France ;
- Office national des forêts (ONF) ;
- L'établissement la masse des douanes (EPA) ;
- ADEME de Corse ;
- L'institut régional d'administration (IRA) de Bastia ;
- Le CNFPT ;
- Le CROUS ;
- La chambre de commerce de Corse (CCI);

- Le musée Bonaparte, Ajaccio ;
- Le groupement des centres hospitaliers de Haute-Corse;
- Le groupement des centres hospitaliers de Corse-du-Sud ;
- Le centre hospitalier de Castelluccio ;
- Le lycée et Collège Laetitia, Ajaccio
- Le lycée et Collège Fesch à Ajaccio ;
- Le lycée du Finosello, Ajaccio ;
- L'E.R.E.A à Ajaccio ;
- Le lycée Antonini à Ajaccio ;
- Le collège Baléone à Sarrolla ;
- Le collège du Stiletto, Ajaccio
- Le collège de Porticcio ;
- Le collège Giovoni à Ajaccio ;
- Le collège Boujot à Porto Vecchio ;
- Le collège du Taravo, Sainte Marie Sicché ;
- Le lycée Georges Clémenceau à Sartène ;
- Le lycée agricole de Sartène ;
- Le collège Jean Nicoli à Propriano ;
- Le lycée Jean Nicoli à Bastia ;
- Le lycée Giocante à Bastia ;
- Le lycée Vincensini à Bastia et le lycée Fred Scamaroni à Bastia ;
- Le lycée P. Paoli à Corte ;
- Le lycée de Balagne à Ile Rousse ;
- Le lycée de la plaine et le collège du Fium'Orbu à Ghisonaccia ;
- Le collège Vinciguera Bastia ;
- Le collège St Joseph à Bastia ;
- Le collège de Montesoro ;
- Le collège de Luciana ;
- Le collège Giraud Bastia ;
- Le collège Jean Felix Orabona Calvi ;
- Le collège du Cap à Luri ;
- Le collège Saint Florent.

Le **représentant du pouvoir adjudicateur** chargé de coordonner la passation du marché est le secrétaire général pour les affaires de Corse. Il est chargé de signer et de notifier le marché, chaque service, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Les **services bénéficiaires** sont les services et établissements de l'État, les centres hospitaliers, les lycées et collèges de Corse.

Le responsable de site est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services dans chacun des sites.

Le responsable de site est chargé de la gestion du présent marché, et émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations.

Le nom de la personne désignée parmi les services coordonnés est communiqué dans les inventaires (annexes 1 et 2 du CCTP).

Chacun des services bénéficiaires est responsable de la passation de la commande, du suivi d'exécution, de la gestion et de l'imputation des crédits, et du paiement des factures.

Le **titulaire du marché** est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations du marché.

Le **représentant du titulaire** soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Les services et établissements de l'État, les centres hospitaliers et les lycées et collèges de Corse, coordonnent leurs besoins en vue de la passation d'un marché de traitement des nuisibles rongeurs (rats et souris...), des insectes nuisibles (fourmis, blattes, cafards, moustiques...), et de désinfection de leurs locaux et véhicules.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses deux annexes.

1.2 Nature, forme du marché et procédure

La forme du marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum de 300 000 € HT/lot/an.

La procédure de passation est un appel d'offres ouvert, passé en application des articles R 2162-2 alinéa 2 et suivants du code de la commande publique.

Le marché se décompose de la façon suivante :

Poste A de l'acte d'engagement : forfait annuel par site d'entretien préventif.

Poste B de l'acte d'engagement : prestations ponctuelles curatives à prix unitaires.

Poste C de l'acte d'engagement : prise en charge de surfaces supplémentaires pour le traitement préventif.

S'agissant d'un accord cadre à bon de commande, sans montant minimum, conformément à l'article R 2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne sera engagé financièrement qu'une fois que les bons de commande de rattachement auront été émis par chaque service. Dans l'hypothèse où un ou des services n'émettra(en)t aucun bon de commande, le titulaire ne pourra pas obtenir d'indemnisation.

1.3 Marchés similaires

Chaque lot pourra faire l'objet ultérieurement d'un marché similaire dans les conditions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

1.4 Allotissement du marché

Le marché est articulé en deux lots :

Lot n° 1 : Traitement des nuisibles et désinfection des sites de Corse-du-Sud

Lot n° 2 : Traitement des nuisibles et désinfection des sites de Haute-Corse

Les candidats peuvent soumissionner à un seul lot ou à tous les lots.

Pour chaque lot, les candidats doivent remettre une offre pour **tous** les sites.

1.5 Inventaire des sites

Les annexes du CCTP décrivent les sites à traiter préventivement. Les surfaces de ces inventaires n'ont qu'une valeur indicative.

Les surfaces indiquées dans les annexes 1 et 2 du CCTP ne sont pas les surfaces à traiter mais les surfaces globales des bâtiments.

En cas d'inventaire incomplet, le titulaire du marché ne pourra pas solliciter de complément de rémunération.

Les prix des prestations d'entretien préventives sont forfaitaires et il appartient aux entreprises de visiter les sites afin de vérifier que l'inventaire communiqué dans le marché est complet, ceci y compris pour les sites dont la visite n'est pas obligatoire.

1.6 Adjonction de nouveaux sites

Pour le traitement préventif, les conditions de prise en charge de nouveaux sites seront réglées par la conclusion d'un bon de commande sur la base des tarifs figurant en rubrique C de l'acte d'engagement.

1.7 Retraits de sites

Pour le traitement préventif, la suppression d'un site sera réglée par l'envoi d'un mail avec accusé de réception au titulaire avec un préavis de deux mois. La facturation s'effectuera au prorata temporis.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Remarque : Tous ces documents sont transmis à titre confidentiel.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- Les actes d'engagement (A.E.) et leurs annexes financières (dont le BPU);
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses annexes 1 et 2;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- Le règlement de consultation;
- Tous les documents contenus dans l'offre du titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF n° 0078 au 01 avril 2021;

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ ET PRISE D'EFFET

Le marché est passé pour une période ferme de un an à compter de sa notification (prévue le 1^{er} janvier 2026). Il peut être reconduit tacitement trois fois pour un an.

Chaque site se rattachera par l'émission d'un bon de commande en fonction de l'expiration de son contrat en cours. La plupart des sites se rattacheront au 1^{er} janvier 2026, à l'expiration du précédent marché régional.

La durée du marché pour chaque site sera donc calculée à partir de cette date de rattachement. Elle ne pourra pas excéder quatre années (reconductions comprises) à compter de la date de commencement du marché.

La durée d'exécution des bons de commande curatif pourra dépasser la date de validité du marché dès lors que les bons de commande auront été émis avant sa date d'expiration.

Le marché sera reconductible trois fois un an par tacite reconduction. Le titulaire du marché ne peut en refuser la reconduction.

En cas de non reconduction du marché, celle-ci ne donne pas lieu à un dédommagement du titulaire.

ARTICLE 4 – BONS DE COMMANDE

Chaque site se rattachera au marché par l'émission d'un bon de commande dans les conditions suivantes :

- Il s'agira d'un bon de commande de rattachement pour les sites sollicitant un traitement préventif.
- Il s'agira d'une commande de prestations ponctuelle pour les sites sollicitant seulement des prestations ponctuelles (dératisation, désinsectisation, désinfection...).

Certains sites adhérant au présent marché ne passeront que des commandes ponctuelles sur la base du bordereau des prix unitaires.

Le défaut de rattachement d'un ou plusieurs sites ne pourra donner lieu à aucune indemnité ni dédit.

Les prestations d'entretien préventif annuel font l'objet d'un bon de commande unique pour la durée du marché et ses périodes de reconduction. Pour la première année, si le rattachement n'intervient pas au 1^{er} janvier, son montant est calculé au prorata temporis du prix annuel forfaitaire figurant au bordereau des prix.

Tous les sites du marché ne feront pas nécessairement l'objet de prestations d'entretien préventif.

Seuls les bons de commande signés et validés par le service bénéficiaire pourront être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commandes peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché, indépendamment de la durée d'exécution des prestations demandées, sous réserve du respect du principe d'accès à la commande publique.

Les bons de commande établis par le service bénéficiaire et notifiés par écrit au titulaire, comportent :

- le nom et l'adresse du titulaire
- la référence du marché et son numéro CHORUS
- la date de la commande
- le lieu d'intervention
- les délais ou date d'exécution de la prestation
- la désignation des prestations demandées
- la référence du devis si réception d'un devis
- les quantités commandées
- le montant de la TVA
- le prix global HT et TTC
- le nom et adresse de facturation
- la signature de la personne responsable

et toute autre information jugée nécessaire à la commande.

ARTICLE 5. CLAUSE DE REEXAMEN

5.1 Ajout de prestations

Le pouvoir adjudicateur pourra demander à ajouter, sur le BPU, des prestations à prix unitaires qui n'étaient pas initialement prévues, et qui sont devenues nécessaires.

Il ne pourra pas y avoir plus de trois modifications de ce type chaque année par lot.

Cette clause de réexamen n'aura pas pour effet de modifier l'objet du marché public, ni d'augmenter le montant au-delà duquel les bons de commande ne peuvent plus être émis.

La fixation des prix se fera d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

5.2 Ajout de sites

De même le pouvoir adjudicateur pourra demander à ajouter un ou plusieurs sites pour des prestations préventives qui n'étaient pas initialement prévus.

Il ne pourra pas y avoir plus de 10 rajouts de sites/an/lot.

La fixation des prix se fera d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur à partir du prix moyen du marché pour des sites de surface/configuration équivalente.

5.3 Défaillance d'un titulaire

Dans l'hypothèse où un des titulaires des lots 1 et 2 serait défaillant lors de l'exécution du marché, le lot du titulaire défaillant pourra être confié au titulaire des autres lots dans le cadre de la présente clause de réexamen (article R2194-1 du code de la commande publique) et sous réserve de son accord.

En ce cas, les tarifs seront, soit ceux du nouveau titulaire s'il avait remis une offre pour le lot défaillant, soit des tarifs négociés qui ne pourront pas dépasser de 15% le montant de l'offre du titulaire défaillant.

Dans l'hypothèse où les titulaires d'un des deux lots seraient défaillants lors de l'exécution du marché, les lots défaillants pourront être confiés au candidat dont l'offre est classée en 2^e position dans le cadre d'une clause de réexamen (article R2194-1 du code de la commande publique) et sous réserve de son accord. En ce cas, les tarifs seront ceux de l'offre classée n° 2.

En cas de refus du candidat classé en 2^e position, les lots défaillants pourront être confiés au candidat classé en 3^e position et ainsi jusqu'à ce que les lots soient acceptés par un des candidats du classement.

5.4 Défaillance d'un co-traitant

Lorsque le co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur. Cette prise en charge est formalisée par une modification et a pour cadre juridique l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

En cas d'activation de la clause de réexamen, il sera procédé à la passation d'un avenant.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Pour les prestations à prix forfaitaires, le titulaire est réputé avoir pris en compte dans l'établissement de son offre l'ensemble des sujétions techniques et contraintes, aucune prestation supplémentaire ne pourra en conséquence être revendiquée.

6.2 Lieux d'intervention et d'exécution

6.2.1 Lieux d'intervention

Les sites d'intervention pour les prestations préventives sont définis aux annexes 1 et 2 du C.C.T.P, cette liste est susceptible d'évoluer au cours du marché notamment en cas de suppression ou d'adjonction de sites.

Pour les prestations ponctuelles curatives, la liste des sites n'est pas fournie. Ces sites correspondent à environ 200 bâtiments dont 80% sont implantés dans les agglomérations d'Ajaccio, Bastia et Corte.

6.3 – Exclusivité

Ce marché n'accorde pas d'exclusivité à son titulaire pour les prestations curatives.

Le responsable de site peut faire appel à d'autres prestataires qu'il mettra en concurrence, dans le respect du code des marchés publics, en utilisant le cas échéant, la clause d'urgence. La notion de devis trop onéreux est appréciée par le responsable de site.

Pour les prestations préventives à prix forfaitaire, l'exclusivité du titulaire est limitée aux sites des SGC 2A et 2B.

ARTICLE 7 - CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Ce contrôle est effectué soit par un référent technique des services bénéficiaires, soit par un prestataire externe d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Le prestataire est tenu de mettre à disposition de cette personne tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

ARTICLE 8 - ASSURANCE

Dans un délai de huit jours à compter de la date de notification, et avant tout commencement d'exécution le titulaire ainsi que les co-traitants ou sous-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile ;
- une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

ARTICLE 9 - PRIX ET RÈGLEMENTS – INTÉRÊTS MORATOIRES – AVANCE

9.1 Contenu des prix

Les lots 1 et 2 sont composés de trois catégories de prestations :

1°) Les prestations récurrentes d'entretien préventif (poste A de l'annexe financière de l'acte d'engagement)

Les prestations récurrentes d'entretien préventif pour la dératisation et la désinsectisation (poste A) sont rémunérées forfaitairement sur la base d'un tarif forfaitaire annuel par site qui inclut les déplacements, la main d'œuvre, la fourniture des produits/ et des engins et tous les autres frais annexes.

Ce forfait inclut également les prestations suite à des ré-infestations telles que décrites dans le CCTP article 3.1.1.

Le forfait annuel est déclenché par un bon de commande de démarrage émis par chaque service, qui engage financièrement le service.

2°) Les prestations ponctuelles (poste B de l'acte d'engagement) sont optionnelles dans tous les cas :

- **soit** avec des **prix unitaires** : sur la base d'un tarif en fonction des surfaces (poste B de l'annexe financière de l'acte d'engagement),
- **soit** sur devis pour les prestations atypiques non prévues dans les prix unitaires.

Le tarif de ces prestations est calculé sur la base d'un tarif en fonction des surfaces à traiter incluant la fourniture des produits et la mise à disposition d'outils courants. Ce tarif horaire inclut tous les frais annexes (déplacement ...).

Ces prestations ponctuelles incluent dans certains cas des prestations suites à ré-infestation telle que décrites dans l'article 3.1.2 du CCTP.

3°) Les prestations de prise en charge d'un site supplémentaire pour le traitement préventif (poste C de l'annexe financière de l'acte d'engagement).

Le tarif de ces prestations préventives pour un site supplémentaire est calculé sur la base de la grille tarifaire figurant en poste C de l'acte d'engagement.

Dans les trois cas, ces prestations sont déclenchées par un bon de commande émis par chaque service.

9.2 – Variation des prix

Les prix unitaires du présent marché sont fermes la première année puis révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification du marché, en cas de reconduction.

Il revient au titulaire de transmettre ses prix révisés au plus tard deux mois avant la date d'effet de la révision. Cette demande devra être adressée à la préfecture de Corse (plateforme régionale des achats). A défaut de respecter ce délai, la date d'application des prix révisés est reportée d'autant. En outre, 2 mois après la date contractuelle supposée d'application de la révision, sans demande de sa part, le titulaire est réputé avoir renoncé à demander la révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG FS, tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques connues au mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « MOIS ZERO ».

L'indice de référence I utilisé pour la révision des prix du présent marché est : INSEE FG (fourniture de graines) n° 0017110178. Les prix indiqués au BPU à l'acte d'engagement sont révisés par application de la formule suivante : $Pr = Po \times In / Io$

Dans laquelle :

- Pr : prix révisé,
- Po : prix d'origine,
- Io : valeur connue de l'indice de référence au « MOIS ZERO »
- In : valeur définitive connue de l'indice de référence à la date de transmission des prix révisés.

La révision des prix ne pourra être appliquée qu'une fois que la préfecture de Corse et plus précisément le service de la PFRA de Corse aura validée la demande de révision de prix du titulaire par l'établissement d'un certificat administratif.

9.3 Décompte final, facturation

9.3.1 Prestations préventives

Le paiement des prestations préventives annuelles à prix global et forfaitaire est effectué par règlement **semestriel à terme à échoir**. Pour les administrations ayant plusieurs sites, une seule facture récapitulative devra être établie et devra détailler le montant HT de tous les sites.

La première facture semestrielle ne pourra toutefois pas être émise tant que la première visite annuelle préventive n'a pas été réalisée.

Pour les centres hospitaliers et compte tenu de leur délai de paiement les factures sont à terme à échoir et pourront être émises avant la première visite annuelle préventive.

Pour les administrations dont le montant annuel pour l'ensemble de leur site est inférieur à 500 € HT, la facture pourra être annuelle et sera émise après la première intervention.

La facturation doit être établie entre le 1er janvier et le 30 octobre sauf si le rattachement du site intervient après le 1^{er} octobre de l'année concernée.

En cas d'année incomplète, le paiement sera effectué au prorata temporis.

La facture doit être établie par le titulaire en un seul original. Elle comporte obligatoirement les éléments minimums suivants :

- la référence du marché figurant sur l'acte d'engagement et son numéro CHORUS,
- le rappel intégral de la prestation concernée (les prix seront indiqués en H.T. et en T.T.C)
- le numéro de SIRET, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le site concerné et le lot du marché,
- le détail de la prestation exécutée, et sa date d'exécution,
- le montant de la prestation exécutée,
- le taux et le montant des taxes,
- la date de facturation,
- les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

Elle sera libellée et adressée à l'adresse figurant sur le bon de commande de rattachement. Depuis 2020, pour les services de l'Etat la facturation dématérialisée est obligatoire.

9.2.2 Prestations ponctuelles à prix unitaire ou sur devis suite à bons de commande

La facturation de ces prestations ponctuelles, objets des bons de commande, est effectuée par le titulaire après admission desdites prestations.

Une facture doit être établie par le titulaire. Cette facture, établie en un seul original et un duplicata, comporte obligatoirement les éléments minima suivants :

- la référence du marché figurant sur l'acte d'engagement et son numéro CHORUS.
- le rappel intégral de la prestation concernée (les prix seront indiqués en H.T. et en T.T.C)
- Les références du bon de commande (cf. article 4 du présent CCAP)
- le numéro de SIRET, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le site concerné et référence du lot du marché,
- le détail de la prestation exécutée, ainsi que les mètres carrés correspondant, et sa date de réalisation,
- le montant de la prestation exécutée,
- le taux et le montant des taxes,
- la date de facturation,
- le prix total HT et TTC et comportera, par ailleurs, les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

Elle sera libellée et adressée à l'adresse figurant sur le bon de commande. Depuis 2020, pour les services de l'Etat la facturation dématérialisée est obligatoire.

9.4 Sous-traitance

Conformément à l'article L 2193-1 et suivant du code de la commande publique et de l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales des fournitures courantes et services (C.C.A.G-F.C.S.), le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, le pli contient le formulaire DC4.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial.

Cette formalité s'exécute sur le fondement de la présentation par le titulaire, de sa demande sur un formulaire téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr

Lors de la présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, les dispositions des articles 3.6.1. et 3.6.2. du C.C.A.G-F.C.S sont seules applicables. L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conduit le contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, ou de groupement conjoint, la demande de paiement ou facture est établie selon la nature des prestations exécutées par le sous-traitant.

9.5 Règlement – délais de mandatement

Le droit à règlement de la ou des facture(s) relative(s) à ce marché court à compter de la réception de la ou des facture(s) par l'administration.

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours pour les services de l'État et les établissements publics et 50 jours pour les établissements publics de santé.

9.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai maximum global de 30/50 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminués de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

9.7 Avances

Lorsque le montant d'une commande est supérieur ou égal à 50 000 € hors taxe et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, une avance forfaitaire d'un montant égal à 10% pourra être mandatée au titulaire du marché sauf renonciation expresse de sa part exprimée sur l'acte d'engagement.

9.8 Récapitulatif annuel du montant des prestations curatives

Le titulaire du marché devra adresser au SGAC chaque année avant le 30 janvier, le montant annuel global des prestations curatives effectuées et le montant annuel par site de ces prestations. Ces informations devront être communiquées dans un document synthétique de 5 pages maximum.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS / RÉFACTION

D'une manière générale, les réfections s'appliquent à des défauts d'exécution ; les pénalités s'appliquent à des retards dans l'exécution.

Toutes les pénalités et réfections mentionnées ci-dessous sont appliquées sur le montant trimestriel HT de la facture du site considéré.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

10.1 Pénalités de retard

Par dérogation au C.C.A.G-F.C.S., le non-respect du délai d'exécution entraîne une pénalité de 50 € par jour de retard pour toute prestation du marché non réalisée dans un délai de 24 heures après la date prévue de réalisation (sauf circonstance exceptionnelle en accord avec le service demandeur). Cette pénalité vaut également pour le défaut de communication de document.

10.2 Réfaction

Réfaction pour défaut de qualité lié aux produits utilisés

Toute utilisation de produits ne respectant pas les stipulations du marché donne lieu à une réfaction forfaitaire de 75 euros HT par manquement constaté.

Les dommages provoqués par l'utilisation de produits, méthodes ou matériels défectueux donnent lieu à l'application d'une réfaction d'un montant équivalent au coût de la remise en état.

Réfaction pour défaut d'intervention en cas de réinfestation d'un site bénéficiant de traitement préventif

ARTICLE 11 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du site sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de la résiliation du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues n'excède pas un mois. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités au titulaire défaillant peut-être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION

Sans préjudice des stipulations des articles 38 et suivants du C.C.A.G-F.C.S., le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Les stipulations du C.C.A.G-F.C.S, relatives à la résiliation du marché, sont applicables de manière générale ; toutefois en complément de ces dispositions la résiliation du marché pourra intervenir :

- En cas de survenance d'anomalies, de manquements, de fourniture de produits ne répondant pas aux normes et exigences en la matière, ou de retards, le pouvoir adjudicateur en avisera le titulaire, par tout moyen utile, et le mettra en demeure de remédier immédiatement au(x) problème(s) constaté(s), à défaut d'obtempération immédiate, le marché sera résilié à ses torts et frais exclusifs du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.

Cette résiliation peut être limitée à certains sites du marché.

Dans ce cas, cette décision est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 13 – CLAUSES SOCIALES D'INSERTION

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est décidé de faire application des dispositions de l'article L 2112-2 et L 2112-3 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des clauses administratives particulières de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Cette clause est applicable à tous les lots du marché avec l'objectif de :

- 200 heures annuelles d'insertion pour le lot 1.
- 200 heures annuelles d'insertion pour le lot 2.

Le titulaire du ou des lots devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

13-1 Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale.

Sont éligibles les personnes présentant les caractéristiques suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;³
- Les bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Les personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L 5212-13 du code du travail orienté en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - * sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - * diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

Les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;

Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignée de l'emploi ;

Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire ;

Les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PILE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

13-2 Les modalités de mise en œuvre.

La clause sociale est insérée comme une condition d'exécution du marché, comme le prévoit les articles L 2112-2 et L 2112-3 du code de la commande publique et l'article 16.1.3 du C.C.A.G-F.C.S.

Trois solutions sont proposées au titulaire :

- La mise à disposition de salarié (entreprise de travail temporaire d'insertion...) ;
- L'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché ;
- Le recours à la co-traitance ou à la sous-traitance avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA) ;

13-3 L'insertion pendant et à l'issue du marché et les modalités de contrôle.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état de la mise en œuvre de la clause sociale.

Au cours de la prestation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion, formées sur le chantier.

Le titulaire devra fournir tous les documents justifiant l'éligibilité et l'embauche des personnes recrutées dans le cadre de cette clause d'insertion. Par exemple, attestation Pôle emploi, contrat de travail, etc.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure à la plateforme des achats de Corse.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) la plateforme des achats de Corse. Dans ce cas, la plateforme des achats de Corse étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

À l'achèvement du marché, le titulaire présente un bilan de l'exécution de cette clause.

ARTICLE 14 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'engagent à mettre en place une médiation en saisissant par courriel le médiateur des entreprises de la région Corse :

Médiateur des entreprises DREETS de Corse
Chemin du Loretto 20000 Ajaccio
eric.giudicci@dreets.gouv.fr
tel 04 95 23 90 21

ARTICLE 15 - DROIT – LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal administratif concerné : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BASTIA.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G - Fournitures Courantes et Services

- L'article 10 sur les pénalités déroge à l'article 14.1 et 16.1.5 du C.C.A.G. FCS de 2021.